

Strasbourg, 18 septembre 2015

AP/CAT (2015) 07

Or. anglais

ACCORD EUROPÉEN ET MÉDITERRANÉEN SUR LES RISQUES MAJEURS

(EUR-OPA)

**66^E RÉUNION
DU COMITÉ DES CORRESPONDANTS PERMANENTS**

**BUREAU DU CONSEIL DE L'EUROPE
PARIS, FRANCE**

12 JUIN 2015

CONCLUSIONS

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DU PROJET D'ORDRE DU JOUR

Le Président, M. Tony Varo (Monaco), ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue aux correspondants permanents (voir la liste des participants à l'annexe 2). Il rappelle la teneur de l'ordre du jour proposé, qui est adopté sans modification (voir l'annexe 1 pour l'ordre du jour définitif).

2. COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT, DES DÉLÉGATIONS ET DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

Le Président donne la parole au Secrétaire exécutif, qui rappelle brièvement quelques développements intervenus récemment au sein du Conseil de l'Europe concernant l'Accord.

Il annonce que le Secrétariat exécutif a récemment reçu la décision de l'Espagne de se retirer de l'Accord, non sans regret, du fait de coupes budgétaires au sein du ministère chargé du paiement de la contribution à l'Accord, et notamment le ministère des Affaires étrangères.

Il indique par ailleurs que la Turquie fait à présent partie des « grands contributeurs » au Conseil de l'Europe, portant sa contribution au niveau des autres pays de cette catégorie (France, Allemagne, Italie, Fédération de Russie et Royaume-Uni). Par conséquent, en tant que membre de l'Accord, la contribution de la Turquie en 2016 sera alignée sur celle de la Fédération de Russie qui, jusqu'à présent, était le seul autre « grand contributeur » à l'Accord.

Du point de vue financier, ces deux développements n'entraîneront pas de coupe majeure dans le budget actuel, mais simplement quelques ajustements.

Enfin, il informe les participants des futurs changements au niveau du personnel de l'Accord, Mme Linda Rollin devant prendre sa retraite en octobre 2015 après avoir été au service de l'Accord en tant qu'assistante depuis sa création en 1987.

3. RAPPEL DE LA DERNIÈRE RÉUNION DES CORRESPONDANTS PERMANENTS

Le Secrétariat exécutif rappelle les principaux thèmes abordés à la réunion précédente du Comité des correspondants permanents. La réunion a notamment élu un nouveau président, M. Tony Varo (Monaco). Une part significative de la réunion a été consacrée à la discussion sur la participation de l'Accord à la 3^e Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophes, en particulier par l'adoption de la Résolution (2014) 1 qui souligne l'engagement de l'Accord à participer à l'application du Cadre de Sendai adopté à cette occasion. Une session spéciale consacrée à l'évacuation, sur la base des expériences d'inondations et de catastrophes nucléaires, a permis d'identifier des questions intéressantes en relation à ce sujet qui pourront être abordées à l'avenir par l'Accord. Le travail du Secrétariat exécutif sur les populations les plus vulnérables (personnes handicapées, d'une part, et migrants, demandeurs d'asile et réfugiés, d'autre part), ainsi que les résultats des programmes coordonnés pour 2012-2013 développés par le réseau des Centres ont été examinés. Enfin, la décision de rétablir la tenue d'une première réunion du Comité au printemps a été adoptée.

4. EXAMEN DES RÉSULTATS DES CENTRES EN 2014 ET ACTIVITÉS PLANIFIÉES EN 2015

Sur la base du document AP/CAT (2014) 11 rev, le Secrétariat exécutif fait un bref rapport sur les principaux résultats partiels des projets soutenus en 2014, la première année du biennium 2014-15, et présente rapidement les résultats finals attendus en 2015. Sa présentation respecte les trois lignes d'action reprises du Plan à moyen terme 2011-15 :

Ligne d'action 1 : L'information

- Surveillance géophysique des glissements de terrain et des infrastructures d'origine humaine : recherche de signes avant-coureurs
De nouvelles techniques pour la surveillance des glissements de terrain ont été conçues et contrôlées sur des sites de test identifiés en France et en Géorgie, afin de proposer un système amélioré de soutien aux décisions en 2015.
- Méthodologie pour la création du système complexe d'alerte en cas d'urgence
Les grandes lignes méthodologiques de la définition d'un système d'alerte en cas d'urgence ont été identifiées, et la version finale de la méthodologie sera présentée en 2015.
- Contribution à la prise en compte d'un risque potentiel : vagues de chaleur
Le projet étant davantage orienté sur les phénomènes climatiques, le souhait était d'abord d'identifier au moyen d'un séminaire les menaces de vagues de chaleur potentielles, puis d'élaborer des moyens de gérer ce nouveau risque.

Ligne d'action 2 : Les connaissances

- Gestion des incendies sur les sites du patrimoine naturel et culturel et dans les zones protégées
Le projet a identifié le niveau de risque d'incendie de forêt des principaux sites du patrimoine mondial dans l'Accord, et un projet pilote au Mont Athos est en cours pour vérifier la validité de l'approche.
- Contribution à des études fondamentales sur les phénomènes sismiques
Le lien entre la variabilité des paramètres du mouvement du sol et la variabilité de libération de la tension accumulée a été étudié dans la mesure où il impacte sur le niveau de risque prédit.
- Diffusion des connaissances sur la sécurité nucléaire à la lumière des enseignements tirés de Tchernobyl et de Fukushima
Pour promouvoir le manuel sur les risques nucléaires, deux séminaires (l'un en russe, l'autre en anglais) ont été organisés, et un autre en arabe est prévu pour 2015.
- Evaluation de la vulnérabilité des centres historiques et évacuation sécurisée en cas de tremblement de terre
Une méthode pour évaluer la vulnérabilité des centres historiques aux tremblements de terre a été élaborée, et une base de données sur la vulnérabilité des monuments est en préparation.
- Surveillance automatique en ligne et à distance des bâtiments et des infrastructures techniques
Une version provisoire de la méthodologie a été mise au point en 2014, et les commentaires d'autres Centres serviront à produire la version finale en 2015.
- Intégration de facteurs de déclenchement dans la cartographie européenne des risques de glissement de terrain
Les cartes de sensibilité européennes révisées, intégrant des données lithologiques et le zonage sismique, ont été préparées concernant la Roumanie, la France et la Géorgie et sont en préparation pour le Maroc.

- Evaluation de la récurrence des périodes de sécheresse fondée sur une méthodologie non linéaire
Les données ont été utilisées pour calculer l'Indice standardisé de précipitations qui sert à mesurer la sécheresse et permettra à l'avenir d'en identifier la récurrence.
- Changement mondial, patrimoine culturel et villes intelligentes
La session de formation 2014 qui s'est tenue à Ravello a mis l'accent sur l'utilisation des nouvelles technologies et un séminaire final en 2015 fera la synthèse des développements récents sur le sujet.
- Couplage des jeux de données terrestres et marines pour évaluer les aléas côtiers et la réduction des risques
Poursuite du contrôle de l'érosion des côtes rocheuses au moyen des techniques par laser et du GPS en Normandie et à Malte, et identification des orientations pour la préparation des cartes de sensibilité.

Ligne d'action 3 : La population

- Stratégies nationales d'alerte des autorités et des populations dans les Balkans
L'analyse des stratégies nationales en place dans les pays des Balkans a permis d'identifier leurs principales composantes et mis en évidence l'importance de la dimension de l'alerte.
- Mesures visant à éliminer la pollution massive transfrontière du fleuve Koura
Les Centres de Tbilissi et Bakou ont collecté les données pertinentes en 2014, et leur analyse permettra d'identifier des mesures préventives pour la réduction de la pollution du fleuve Koura.
- Initiative « Besafenet » : Se protéger soi-même des risques
La révision de cette initiative, pour mieux en ajuster la teneur au concours qu'il est prévu d'organiser dans l'enseignement secondaire en 2016, a été effectuée, et l'élaboration des questions et des règles relatives au concours sera achevée en 2015.
- Identification et prise de conscience par les élèves des problèmes d'inondation
La façon dont est traitée la question du risque d'inondation dans les écoles en Moldavie, Bulgarie et Ukraine a été analysée et conduira en 2015 à un ensemble de propositions visant à une meilleure information des élèves.
- Sensibilisation du public et outils d'éducation à la réduction des risques de catastrophes et à la préparation aux tremblements de terre
Le recueil des initiatives scolaires en matière de tremblement de terre dans les pays potentiellement affectés par l'activité sismique de Vrancea permettra la définition d'orientations générales concernant la sensibilisation au risque sismique.
- Prévention des risques de séisme et de tsunami : information et participation de la population
Suite aux travaux précédents sur l'identification des risques dans les sites historiques, l'action d'information menée auprès de la population dans deux villes portugaises sera étendue à des villes marocaines.
- Participation des citoyens aux prises de décision dans la lutte contre les catastrophes d'origine humaine

Un questionnaire destiné à collecter des expériences nationales a été diffusé dans l'objectif d'identifier des orientations générales concernant le renforcement de la participation des citoyens aux plans d'urgence.

- Matériels d'information concernant les mesures de protection en cas de tremblement de terre destinés aux personnes handicapées
Le projet, ciblé sur les personnes avec des déficiences intellectuelles, a permis de produire des versions Makaton et faciles à lire de matériels d'information sur les tremblements de terre, qui seront révisés après avoir été testés dans le cadre institutionnel.
- Participation des personnes handicapées à la planification et à la préparation des catastrophes
L'élaboration, en Arménie, de supports d'information destinés aux personnes handicapées, pour leur participation à la protection civile nationale, servira d'exemple à d'autres pays.
- Compétences non techniques dans la préparation aux catastrophes et les opérations de secours
Un projet de manuel a été préparé en 2014 comme base de formation sur ce thème, et un premier stage de formation international a eu lieu récemment, avec l'espoir que se tienne un deuxième stage au plan national.

Le Secrétariat exécutif souligne la collaboration accrue entre les Centres et précise que plusieurs d'entre eux participent à la mise en œuvre de divers projets. Il soulève aussi la question du nombre de projets à soutenir à l'avenir ; un (trop) grand nombre de projets permet certes de couvrir un large éventail de sujets, mais cela réduit dans le même temps la visibilité globale de l'action de l'Accord.

Le représentant de l'ONU/SIPC soulève la question de la participation des collectivités locales aux projets en lien avec le patrimoine culturel. Le Secrétariat exécutif note que les données relatives aux villes sont généralement utilisées à la façon d'études de cas mais que, d'une manière générale, aucune collectivité locale n'a participé directement à des projets (à l'exception du projet sur la prévention sismique et les risques de tsunami). Il souligne l'intérêt de collaborer à l'avenir avec des villes qui ont rejoint le projet ONU/SIPC pour des villes résilientes.

Le représentant de l'Unesco pose la question de la disponibilité des bases de données générées par les différents projets. Il note aussi que l'initiative « Besafenet » sera une contribution à l'initiative mondiale pour des écoles sûres (*Global Worldwide Initiative for Safe Schools*) et pourra bénéficier d'une évaluation externe. Le Secrétariat exécutif informe qu'en principe les données collectées ne sont pas confidentielles, mais que cela reste à vérifier avec chaque coordinateur de projet. Concernant l'initiative « Besafenet », il rappelle la difficulté de promouvoir des programmes scolaires formels sur les risques et indique que le lancement d'un concours est précisément une façon d'obtenir des commentaires sur le contenu du site web.

Le délégué russe fait part du développement, à l'échelle nationale, d'un programme au niveau des écoles pour enseigner les comportements élémentaires face aux risques, et suggère de se mettre en rapport avec le Centre de Moscou pour intégrer cette expérience dans l'initiative « Besafenet ».

Le délégué du Luxembourg pose la question de l'évaluation externe des travaux effectués par les Centres, et évoque le manque d'information au sujet des résultats concrets produits par les projets. Le Secrétariat exécutif rappelle que l'évaluation doit être ajustée et que les principaux critères appliqués sont la nouveauté des thèmes traités et l'utilité des résultats obtenus. Le Secrétariat exécutif demandera aux Centres d'intensifier leurs efforts pour générer des résultats finals

davantage orientés sur les utilisateurs et de mettre à jour leurs sites web pour assurer une plus grande visibilité aux résultats.

5. ACTIVITÉS EN 2015 GÉRÉES PAR LE SECRÉTARIAT EXÉCUTIF

- Participation à la 3^e Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophes, 14-18 mars 2015, Sendai, Japon

Le Président rappelle que la conférence de Sendai a principalement attiré l'attention sur les quatre points ci-après : l'évaluation du Cadre d'action de Hyogo (CAH), les objectifs du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, les lignes directrices relatives au rôle des Etats en matière de prévention (y compris les personnes les plus vulnérables), et les quatre priorités (connaissances, gouvernance, investissement, réponse) du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-30. Mme Albritto indique qu'une présentation et un bref document résumant les éléments clés du Cadre de Sendai sont consultables en ligne et qu'une lecture de tous les Etats, qui s'est tenue à Genève, a débouché sur un document.

Le Secrétariat exécutif rappelle la participation de l'Accord à la conférence de Sendai. Comme convenu lors de la précédente réunion du Comité, une brochure présentant les réalisations sur les quatre thèmes du Cadre de Sendai a été produite et distribuée. Le Secrétariat exécutif a par ailleurs fait des présentations lors de diverses sessions spéciales : les personnes handicapées, les droits de l'homme et le risque nucléaire. Enfin, une déclaration générale sur l'engagement de l'Accord à soutenir le Cadre de Sendai a été prononcée lors de la session plénière.

- Participation au Forum européen pour la réduction du risque de catastrophe

Le Secrétariat exécutif rappelle qu'il a participé au Forum européen pour la réduction du risque de catastrophe en assurant le co-secrétariat avec le bureau Europe de l'ONU/SIPC et la Commission européenne. La réunion annuelle sera organisée en octobre à Paris : une réunion préparatoire tenue en février a confirmé la nécessité de travailler sur une feuille de route européenne pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai, afin d'éviter le plus possible tout chevauchement entre les parties prenantes. Le Secrétariat exécutif maintient son engagement dans deux groupes de travail actuellement actifs (et notamment, sur l'examen du fonctionnement du Forum européen pour la réduction du risque de catastrophe et le lien entre changement climatique et réduction du risque de catastrophe).

- Atelier sur la diffusion de la boîte à outils (21 mai 2015, Bureau du Conseil de l'Europe, Bruxelles, Belgique)

Le Secrétariat exécutif rappelle les précédentes étapes de travail, et notamment l'atelier tenu en décembre 2014 à Bruxelles et la collaboration avec la présidence lettonne de l'UE, qui ont débouché sur l'atelier final où a été officiellement présentée la boîte à outils, élaborée sur la base de sept facteurs de succès et les diverses phases du cycle de catastrophe. Mme Albritto met en avant le rôle de l'Accord en la matière et espère que les travaux vont se poursuivre. Le Secrétariat exécutif indique que, si les travaux aboutissent, l'University College of London se chargera de la mise à jour de la boîte à outils. Les correspondants permanents sont donc invités à continuer à l'alimenter avec leurs expériences. En réponse à la question du Président, à propos de la traduction de la boîte à outils, le Secrétaire général propose d'en envisager la faisabilité plus tard dans l'année.

- Travaux sur les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés dans le contexte de la prévention et de la gestion des risques majeurs (réunion du groupe de travail, 11 juin 2015, Bureau de Paris)

Le Président souligne le lien entre ces travaux et ceux conduits précédemment concernant les personnes handicapées. Les deux s'intéressent aux besoins des groupes vulnérables et mettent en évidence la nécessité d'impliquer plusieurs partenaires extérieurs pour parvenir à une approche globale. À la suite d'un premier atelier en juin 2014, qui a permis d'identifier un certain nombre de problèmes, le Secrétaire général note qu'il s'agit d'un aspect important à traiter. Le nouveau groupe de travail se réunira en septembre pour valider le questionnaire préparé par le Secrétariat exécutif, qui sera envoyé aux correspondants permanents pour collecter leurs expériences sur la question et identifier des experts nationaux. Une conférence finale sera organisée vers la fin de l'année 2016 pour présenter les conclusions du groupe de travail. M. Feider fait observer qu'une définition appropriée des migrants est essentielle pour parvenir à des résultats concrets et M. Feunteun souligne la nécessité de faire participer les migrants au processus.

- Préparation du concours scolaire « Besafenet » en 2016

Le Secrétariat exécutif rappelle que le site web « Besafenet » a été remanié pour servir de base au concours organisé pour les classes du secondaire. Déjà planifié, le concours sera annoncé en début d'année scolaire. À l'issue d'une discussion au sujet des personnes les mieux placées pour diffuser cette information, il a été décidé de se rapprocher des ministères de l'Éducation indirectement, par l'intermédiaire des correspondants permanents. M. Garevski suggère également de solliciter les maires de villes, et plusieurs pays ont demandé à informer leur ministère des Affaires étrangères, qui sont susceptibles de promouvoir le concours auprès des entités nationales les plus pertinentes.

- Atelier sur la réduction des risques de catastrophes via la gestion des écosystèmes comme outil de développement durable pour l'Europe du Sud-Est (Belgrade, Serbie)

Enfin, le Secrétariat exécutif annonce l'organisation (en collaboration avec l'UICN et dans le cadre du PEDRR) d'un séminaire régional, très probablement à Belgrade fin septembre 2015, sur la base d'un précédent séminaire organisé à Tbilissi en 2012 pour la région du Caucase. L'objectif en est de faire valoir le rôle potentiel des approches de la réduction des risques de catastrophes basées sur les écosystèmes, en mettant l'accent sur deux risques qui concernent la région, et notamment les inondations et les feux de forêts.

6. DISCUSSION SUR LE PROGRAMME A MOYEN TERME 2016-2020

Le Secrétariat exécutif invite les correspondants permanents à livrer leurs observations au sujet de l'avant-projet de programme à moyen terme qui présente les centres d'intérêt potentiels des activités à organiser dans le cadre des cinq prochaines années de l'Accord.

- Impact des nouvelles priorités identifiées lors de la Conférence de Sendai

Le document présente des informations de référence essentielles, comme les réalisations du Cadre d'action de Hyogo, les objectifs du nouveau Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, les résultats des précédents plans à moyen terme, ainsi que les projets d'autres organisations internationales. Le Secrétariat exécutif note que, malgré les nouveaux développements observés à l'échelle internationale, les principes généraux qui guident les travaux de l'Accord conservent leur validité et qu'il n'est par conséquent pas nécessaire de modifier son actuel mandat. Le représentant de la SIPC salue les efforts déployés pour passer de la supervision à une approche orientée sur la mise en œuvre, rappelant le rôle crucial joué par les plateformes nationales et des indicateurs de réussite appropriés.

Le document propose de se focaliser en priorité sur les quatre objectifs du Cadre de Sendai et leur composante internationale spécifique. Sur la base de l'actuel mandat de l'Accord, plusieurs axes de contribution sont mis en avant : renforcer les connaissances techniques et scientifiques, promouvoir la coopération entre les autorités nationales, renforcer la prise de conscience et l'information des populations, mettre les populations à contribution à la fois individuellement et collectivement dans toutes les phases de la réduction des risques de catastrophes.

- Discussion sur la contribution des programmes coordonnés au plan à moyen terme

Le Secrétariat exécutif souligne la nécessité de mieux articuler les compétences des centres spécialisés et les besoins actuels du Comité des correspondants permanents. Tenant compte de l'observation du délégué ukrainien, le Président note que des domaines aussi concrets doivent être définis principalement par les correspondants permanents. La suggestion d'identifier de nouvelles thématiques sur lesquelles les centres pourraient concentrer leurs activités est apparue comme une évolution très positive dans l'objectif d'une rationalisation des travaux de l'Accord.

Le délégué arménien souligne l'importance des résultats des activités des centres, tout en pointant la difficulté de développer des projets transfrontières. Le Secrétariat exécutif fait observer que les centres peuvent développer des méthodologies sur divers thèmes, mais que leur mise en œuvre effective est du seul ressort des autorités concernées – ce qui implique d'envisager une façon plus efficace de présenter les résultats des projets en vue de leur utilisation par les autorités compétentes.

- Discussion sur les principaux thèmes à inclure dans le programme à moyen terme 2016-2020

Le Président donne la parole aux participants pour qu'ils formulent leurs commentaires. Concernant l'impact du changement climatique et le rôle du secteur privé, il est suggéré de les évoquer au cas par cas lorsqu'une question spécifique l'exige. L'active participation des correspondants permanents est jugée essentielle à la collecte de pratiques exemplaires dans l'objectif d'identifier les insuffisances que doit traiter l'Accord. Le délégué azéri insiste aussi sur l'importance de la préparation et de la réaction aux catastrophes, et sur l'utilisation accrue des nouvelles technologies aux fins de la réduction des risques de catastrophes.

En lien avec la remarque du délégué bulgare qui soulignait l'importance d'identifier clairement les bénéficiaires finals des projets pour en maximiser l'utilité, le Secrétariat exécutif rappelle que l'objectif du nouveau plan à moyen terme est précisément de se focaliser sur les bénéficiaires finals, que l'on peut grossièrement répartir en deux groupes :

- les autorités, qui peuvent ainsi bénéficier d'informations plus techniques grâce auxquelles mieux se préparer aux catastrophes ;
- la population, qui a besoin d'informations plus pratiques sur la façon de réagir aux catastrophes.

Concernant le premier groupe, pour une meilleure préparation aux risques, l'Accord pourrait développer des connaissances à partir des résultats de travaux de recherche technique et fondamentale, permettant ainsi un impact concret sur les activités opérationnelles. Cela permettrait aussi d'assurer l'expansion des réalisations issues de la coopération bilatérale à un niveau multilatéral, en tenant compte des contraintes techniques et juridiques d'une telle coopération.

Concernant le second groupe, un défi majeur que doit relever l'Accord est la définition d'outils spécifiques pour la sensibilisation du public adulte, en plus d'outils adaptés aux enfants (qui constituent un groupe captif). Il convient d'explorer le rôle potentiel des médias (télévision, journaux, mais aussi médias sociaux) dans ce domaine. Le Président souligne la nécessité de mieux utiliser les nouvelles technologies, tout en reconnaissant que d'importants progrès ont été faits depuis 1987.

Etant donné le manque de temps pour poursuivre la discussion, le Secrétariat exécutif propose de rassembler toutes les observations transmises par les correspondants permanents avant la prochaine réunion du Bureau fin septembre, afin de préparer le projet final pour discussion à la prochaine réunion du Comité des correspondants permanents.

- Session ministérielle et adoption du programme à moyen terme

Le Secrétariat rappelle que le programme à moyen terme est traditionnellement adopté en session ministérielle mais, étant donné le retrait d'un premier pays candidat prêt à accueillir la session en 2016, un deuxième appel à candidatures a dû être lancé.

7. QUESTIONS DIVERSES

Aucune.

8. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE RÉUNION

À la demande des participants, qui souhaitent être informés des dates de la prochaine réunion largement en avance, le Comité décide de tenir sa prochaine réunion les 29 et 30 octobre 2015.

ANNEXE 1

ORDRE DU JOUR

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

AP/CAT (2015) OJ 04: Ordre du jour

2. RAPPEL DE LA DERNIÈRE RÉUNION DES CORRESPONDANTS PERMANENTS

AP/CAT (2015) 03: Rapport de la 65ème réunion du Comité des Correspondants Permanents, 27-28 novembre 2014, Paris

3. COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT, DES DELEGATIONS ET DU SECRETAIRE EXECUTIF

4. REVU DES RESULTATS DES ACTIVITES DES CENTRES DE 2014 ET DES ACTIVITES PLANIFIES POUR 2015

AP/CAT (2014) 01 bil.: Activités soutenues dans le cadre des Projets coordonnés pour 2014-15

AP/CAT (2014) 11rev bil.: Résultats obtenus en 2014 dans le cadre des Projets coordonnés pour 2014-2015

5. ACTIVITIES EN 2015 GERES PAR LE SECRETARIAT EXECUTIF

- Participation à la 3ème Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophes, 14-18 mars 2015, Sendai, Japon
- Engagement au *Forum Européen pour la réduction des risques de catastrophes (EFDRR)*
- Atelier sur le lancement du Kit « Risques majeurs et personnes handicapées » (21 mai, Bureau du Conseil de l'Europe, Bruxelles, Belgique) et suivi du projet « Groupes vulnérables : inclusion des personnes handicapées à la préparation et la réaction aux catastrophes » dans les Etats membres
APCAT(2015)05: Risques majeurs et personnes handicapées. Kit de bonnes pratiques
- Travail sur les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés dans le contexte de prévention et de gestion des risques majeurs (réunion du Groupe de travail, 11 juin 2015, Paris, France)
- Préparation du concours scolaire BeSafeNet en 2016
- Atelier sur Le rôle des écosystèmes pour la sécurité des personnes et la résilience en Europe du Sud-Est, PEDRR (date et lieu à confirmer)

6. DISCUSSION SUR LE PROGRAMME DU MOYEN TERME 2016-2020

- L'impact des nouvelles priorités identifiées lors de la Conférence de Sendai.
Déclaration de Sendai
Cadre de réduction des risques de catastrophes de Sendai 2015-2030
- Discussion sur les principaux sujets à inclure dans le Plan à Moyen Terme (PMT) 2016-2020
AP/CAT (2010) 05rev.2: Plan à moyen terme 2011-2015: Travailler ensemble en Europe et en Méditerranée pour prévenir les catastrophes naturelles, s'y préparer et y réagir
AP/CAT (2013) 02rev.: Lignes directrices du programme d'activités 2014-2015
AP/CAT (2015) 04: Propositions du Secrétariat Exécutif concernant le PMT 2016-2020
- Discussion sur la contribution des projets coordonnés au PMT
- Session ministérielle et adoption du PMT

7. AUTRES QUESTIONS

8. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION

ANNEXE 2

LISTE DES PARTICIPANTS

ALBANIA/ ALBANIE

Ms Fatjona XHAFERI
Specialist
Director of Planning and Coordination of Civil Emergencies
General Directory of Civil Emergencies
Ministry of Internal Affairs
Tel: +355 69 41 33 473
E-mail: fatjona.xhaferi@punetebrendshme.gov.al

ARMENIA / ARMENIE

Mr Stepan BADALYAN
Director of the European Interregional Scientific and Educational Centre on Major Risk Management
23 Nalbandyan Str., 0001 Yerevan, Republic of Armenia
Tel: +374 10 54 49 92
Email: ecrmeurope@gmail.com

AZERBAIDJAN /AZERBAIJAN

Mr Jeyhun ISGANDARLI
Senior Advisor
Ministry of Emergency Situations
M. Mushfig str., 501st block, Baku, Azerbaijan
Tel: +994556464748
Email: jeyhun.isgandarli@fhn.gov.az
Web: www.fhn.gov.az

BULGARIA / BULGARIE

Ms Lyubomira RAEVA
Expert, International Cooperation, NATO, EU and Humanitarian Operations Department
DG Fire Safety and Civil Protection, Ministry of Interior
Republic of Bulgaria
Tel: + 359 2 960 10 286
Email: l.raeva@cp.government.bg

GREECE / GRECE

Ms. Linda PELLI
Deputy Director ECPFE and E.P.P.O
32 Xanthou Str., N. Psychiko, GR-15451 Athens
Tel: +30.210.6774381 / +306932654032 / 306978879773
Fax: +30.210.6779561
Email: lpeli@oasp.gr

LUXEMBOURG

M. Michel FEIDER
Directeur de l'Administration des Services de Secours
Administration des Services de Secours
1, rue Robert Stumper, L – 2557 Luxembourg
Tel: +352.49771-406 / Fax. +352.49771-771
Email: michel.feider@secours.etat.lu

MALTA / MALTE

Mr Natalino BEZZINA
Manager, Civil Protection Department
Ta' Kandia, L/O Siggiewi
Tel: 00356 2393 0000; 00356 7942 3133
Email: natalino.bezzina@gov.mt

PRINCIPALITY OF MONACO / PRINCIPAUTE DE MONACO

Lieutenant-Colonel Tony VARO
Chef de Corps des sapeurs-pompiers de Monaco
11 avenue du Port, MC - 98000 Monaco
Tel: +377 93 15 60 00 / 60 16 Fax: +377 93 15 60 08
Email: tvaro@gouv.mc

PORTUGAL

Ms Ana FREITAS
Head of the International Relations Unit, Autoridade Nacional de Proteção Civil
Av. Do Forte em Carnaxide, Lisbon, Portugal
Tel: +351964407858
Email: Ana.freitas@prociv.pt

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Dr. Igor VESELOV
Permanent Mission of the Russian Federation to the European Union
Tel: +32494188142
Email: igorveselov2@rambler.ru; veselov@mchs.gov.ru

REPUBLIC OF SERBIA / REPUBLIQUE DE SERBIE

Mr Predrag MARIĆ
Assistant Minister and Head of Sector for Emergency Management
Ministry of Interior, 31 Omladinskih brigada str., Belgrade, Serbia
Tel: +381 11 2282 911 / Fax: +381 11 2282 911
Email: predrag.maric@mup.gov.rs

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE"

Mr Mihail GAREVSKI
Professor, Director of the Institute of Earthquake Engineering and Engineering Seismology, (IZIIS), Ss. Cyril and Methodius University, Salvador Aljende St. 73, POBox 101, 1000 Skopje
Tel: +389.2.310.77.01 / +389 2 310 77 02 Fax: +389.2.311.21.63
Email: garevski@pluto.iziis.ukim.edu.mk

UKRAINE

Mr Viktor POIARKOV
Executive Director of the European Centre of Technological Safety,
TESEC, P.O.B. # 13, Kyiv-110 03110, Ukraine
Tel: +38.050.312.40.24 / +380.44.332.59.05 Fax: +380.44.270.85.90
Email: poyarkov@i.kiev.ua

INTERNATIONAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ISDR: UNITED NATIONS INTERNATIONAL STRATEGY FOR DISASTER REDUCTION / STRATEGIE INTERNATIONALE NATIONS UNIES POUR LA PREVENTION DES CATASTROPHES

Ms. Paola ALBRITO
Head of Office and Regional Coordinator for Europe,
United Nations Office for Disaster Reduction (UNISDR) Europe
UN House, 14 Rue Montoyer, 1000 Brussels, Belgium
Tel. : 0032 2 290 2585 Fax : 0032 2 290 4950
Email : albrito@un.org

UNESCO

Mr. Alexandros MAKARIGAKIS
Chief of Unit, Cross-Cutting Thematic Unit on Disaster Risk Reduction, UNESCO
Rm B3.19, 1 Rue Miollis, 75015, Paris, France
Tel : + 33 (0) 1 456 84 178 / Mob: + 33 (0) 695905937 / Fax : + 33 (0) 1 456 85 821
Email : a.makarigakis@unesco.org

FRENCH RED CROSS / CROIS ROUGE FRANCAISE

Ms Hripsimé TOROSSIAN
Direction de l'urgence et du secourisme
Pole Monde
Chef de projet
98, rue Didot, 75694 Paris Cedex 14
Tél: +33 1 44 43 14 98 / Fax: +33 1 44 43 12 49
Email : Hripsime.Torossian@croix-rouge.fr

OBSERVERS/OBSERVATEURS

AFPCN - ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LA PREVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES / FRENCH ASSOCIATION FOR THE PREVENTION OF NATURAL DISASTERS

M René FEUNTEUN
Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles (AFPCN)
19 avenue du Maine – 75015 - Paris
Tel: 33(0)1 45 45 57 01 / Fax: 33 1 42 19 14 79/14 63
Email: Rf.k@orange.fr

COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE

EXECUTIVE SECRETARIAT OF THE EUR-OPA MAJOR HAZARDS AGREEMENT / SECRETARIAT EXECUTIF DE L'ACCORD EUR-OPA RISQUES MAJEURS

Mr Eladio FERNANDEZ-GALIANO, Secrétaire Exécutif *ad interim* / Executive Secretary *a.i.*
Democratic Governance Directorate
Tel: +33 3 88 41 2259 / Fax: +33 3 88 41 2787 / Email: eladio.fernandez-galiano@coe.int

Mr Francesc PLA, Adjoint au Secrétaire Exécutif / Deputy to the Executive Secretary
Democratic Governance Directorate
Tel: +33 3 90 21 4930 / Fax: +33 3 88 41 2787 / E-mail: francesc.pla@coe.int

Ms Mechthilde FUHRER, Adjointe au Secrétaire Exécutif / Deputy to the Executive Secretary
Democratic Governance Directorate
Tel: +33(0)3 90 21 49 98 / Fax: +33 (0)3 88 41 2787 / E-mail: mechthilde.fuhrer@coe.int

Ms Tanya MONTANARI, Finances and Administration
Democratic Governance Directorate
Tel: +33 3 88 41 30 27 / Fax: : +33 3 88 41 2787 / E-mail: tanya.montanari@coe.int

INTERPRETERS / INTERPRETES

Mr Jan KROTKI
Ms Daria GORBOUNOVA
Ms Léa OUEDRAOGO
Ms Christine VICTORIN
Ms Anna CHEVRIEUX
Mr Alexei LOBKOV

APOLOGISED FOR ABSENCE/ EXCUSES

BELGIUM / BELGIQUE

Madame Monique BERNAERTS
Directeur Planification d'Urgence, Service Public Fédéral Intérieur, Direction Générale Centre de Crise
Rue Ducale, 53, B-1000 Bruxelles
Tel. +32 2 2 506 47 70 / Fax +32 2 506 47 09
Email: monique.bernaerts@ibz.fgov.be;

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HÉRZEGOVINE

Ms Jovana ANDELIC
Senior Associate for Cooperation with International Institutions and Organizations
Protection and Rescue Sector
Ministry of Security
Trg BiH 1, 71 000 Sarajevo, Bosnia and Herzegovina
Tel: 00 387 33 492 733 / Fax: 00 387 33 492 795
Email: Jovana.Andjelic@msb.gov.ba
Web: www.msb.gov.ba

CROATIA / CROATIE

Ms Arabela VAHTARIC
National Protection and Rescue Directorate
Nehajska 5, 10000 Zagreb, Croatia
Email: arabela.vahtaric@duzs.hr

CHYPRE / CYPRUS

Ms Panayiota ELIA
Assistant Civil Defence Officer
Civil Defence Headquarters
Athalassas 60 Avenue, Strovolos
Nicosia, Cyprus
Tel: +357 22403413 / Fax: +357 22315638
Email: pelia@cd.moi.gov.cy

GEORGIA / GEORGIE

Ms Irma GURGULIANI
Head, Natural and Technological Hazards Management Service
Ministry of Environment and Natural Resources Protection
6 Gulua str. 0114 Tbilisi, Georgia
Tel: +995 322727263
Email: i.gurguliani@moe.gov.ge

MOLDOVA / MOLDAVIE

Mr Victor LĂPUȘNEANU
Deputy to the Permanent Representative
Permanent Representation of the Republic of Moldova to the Council of Europe
Tel: +33 388365564 / Fax: +33 388364896
E-mail: victor.lapusneanu@mfa.md

SAN MARINO / SAN MARIN

Mr Alessandro BARELLI
President CEMEC, Anaesthesiology and Intensive Care, University Hospital "A. Gemelli"
Viale Colli Portuensi 537, I - 00151 Roma
Tel: +39 3489764322 - Tel: +39 3489764322 – Fax: +39 0635502878
Email : a.barelli@tox.it

FRANCE

Monsieur Jacques FAYE
Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire,
Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques SDPRM, La Grande Arche Paroi Nord, 92055
La Défense Cedex
Tél. : 01 40 81 88 75 / 01 40 81 21 22
Email: jacques.faye@developpement-durable.gouv.fr

**BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE/
DEVELOPMENT BANK OF THE COUNCIL OF EUROPE**

Monsieur Jérôme HALB
Directeur par intérim, Direction de la Coopération Européenne et de la Stratégie, CEB - Banque de
Développement du Conseil de l'Europe
55, avenue Kléber F-75116 Paris
Tél. : + 33 (0)1 47 55 71 51 - Fax : + 33 (0)1 47 55 71 55
e-mail : jerome.halb@coebank.org

**EUROPEAN FORUM FOR LOCAL AND REGIONAL DISASTER MANAGEMENT / FORUM EUROPEEN
POUR LA GESTION DES CATASTROPHES AU NIVEAU LOCAL ET REGIONAL**

Mr. Jan MANS
President, European Forum for Local and Regional Disaster Management
Herdenkingsplein 25 D, NL – 6211 PX MAASTRICHT
Tel. +31.6.387.59.603
Email: janmans@home.nl; jan.mans@gouda.nl

Mr. Harrie JEURISSEN
Secretary General, European Forum for Local and Regional Disaster Management
Herdenkingsplein 25 D, NL – 6211 PX MAASTRICHT
Tel. +31.6.23.24.15.70
Email: harrie.jeurissen@hotmail.com